



**PRÉFÈTE
DE L'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale
de l'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 « Les Ailes »
25, rue des Ailes
37210 PARÇAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 11/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS

13 Boulevard de l'Industrie

Zone Industrielle

37530 NAZELLES-NÉGRON

Références : VAT20220412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS implanté 13 Boulevard de l'Industrie, Zone Industrielle, 37530 NAZELLES-NÉGRON. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS
- 13 Boulevard de l'Industrie, Zone Industrielle, 37530 NAZELLES-NÉGRON
- Code AIOT dans GUN : 0010003781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

– Situation de l'entreprise :

L'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS exerce une activité de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile. Cet établissement emploie 190 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17347 du 16 juin 2005, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 18111 du 26 avril 2007 et n° 18364 du 28 avril 2008.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3260 : traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 70,5 m³ (autorisation (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)) ;
- 2564-1.a : nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves affectées au traitement étant de 1 545 l (enregistrement (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)) ;
- 2565-2.a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique – procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures), le volume des cuves affectées au traitement étant de 66 400 l (enregistrement (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)) ;
- 2940-3.a : application, cuisson, séchage de peinture (procédé mettant en œuvre des poudres organiques), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 500 kg/j (enregistrement (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)) ;
- 2560-2 : travail mécanique des métaux et alliages, la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 780 kW (déclaration avec contrôle périodique (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)) ;
- 2561 : Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2910-A.2 : combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse : la puissance maximale de l'installation étant de 11,85 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2940-1.b : application, cuisson, séchage de peinture (produits à base de liquide par procédé « au trempé »), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 330 kg/j (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2925-1 : ateliers de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu étant de 34 kW (non classable (cf. point de contrôle relatif à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2005)).

– Projets et investissements :

Sans objet.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- entreposage et rétention des liquides ;
- risques liés à l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|--|--|--|---|
| NC3 R3 VI 29042021 - Désenfumage | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II et Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24/02/2022, article 1er | / | Lettre de suite préfectorale |
| NC4 VI 29042021 - Vérification des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6 | / | Lettre de suite préfectorale |
| R1 R2 VI 29042021 - Isolement du réseau de collecte | Arrêté Préfectoral du 27/07/2015, article 2.11 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Rétentions | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Modifications | Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 2.1 | / | Sans objet |
| NC1* NC2 VI 29042021 - Protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | / | Sans objet |
| D1 VI 29042021 - Ressource en eau | Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4 | / | Sans objet |
| Régulation thermique | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 | / | Sans objet |
| Connaissance des produits | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 | / | Sans objet |
| Capacité de rétention | Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1 | / | Sans objet |
| Vérification des moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-e) | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modifications

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Évolution de l'activité de l'établissement |
| Prescription contrôlée : [...] Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : L'exploitant doit porter les modifications intervenues sur ses installations à la connaissance de la Préfète de l'Indre-et-Loire. En outre il doit, à cette occasion, se positionner vis-à-vis des évolutions de la nomenclature ICPE et lui proposer un tableau actualisé du classement de ses activités au titre de cette nomenclature. |
| Observations : Par un courrier du 24 mai 2016, l'exploitant a demandé la mise à jour de ses rubriques de classement au titre de la nomenclature ICPE. Dans ce courrier il signale également certaines modifications entraînant la baisse du volume ou l'arrêt d'installations faisant l'objet d'un classement au titre des ICPE (rubriques 2561, 2910, 2940-1 et 2940-3). Toutefois, ce courrier ne précise pas les volumes d'activité sollicités pour chaque rubrique modifiée. En outre, l'exploitant demande le passage de la rubrique 2565 vers la rubrique 3260, or le classement du traitement de surfaces sous la rubrique 3260 n'exclut pas le classement de cette activité sous la rubrique 2565. Par ailleurs, il convient également que l'exploitant se positionne en ce qui concerne les modifications de la nomenclature survenues ultérieurement à la remise dudit courrier (rubrique 2910 notamment). Enfin, l'inspection précise que : <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 2560 a été modifiée par le décret n° 2017-1595 du 21/11/2017, l'installation relève à présent du régime de la déclaration avec contrôle périodique ;- les rubriques 2564 et 2565 ont été modifiées par le décret n° 2019-292 du 09/04/2019, l'installation relève à présent du régime de l'enregistrement ;- la rubrique 2925 a été modifiée par le décret n° 2019-1096 du 28/10/2019, le volume d'activité de l'installation est inférieur au seuil de la déclaration ;- la rubrique 2940 a été modifiée par le décret n° 2020-559 du 12/05/2020, l'installation 2940-3.a relève à présent du régime l'enregistrement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC3 R3 VI 29042021 - Désenfumage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/02/2022 |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. |
| Constats : Les secteurs de l'établissement n° 6, 8, 9 et 12 ne sont pas équipés de trappes de désenfumage. |
| Observations : Constat du 29/04/2021 : Consécutivement à la précédente inspection, l'exploitant s'est engagé à équiper l'ensemble des bâtiments de trappes de désenfumage sous 3 ans, soit à horizon de mai 2021. Lors de cette nouvelle inspection, il a été observé que les secteurs 1, 2, 3, 4, 5, 7, 10 et 11 sont aujourd'hui équipés de trappes de désenfumage. 4 secteurs n'ont donc pas fait l'objet des investissements et des travaux attendus (les secteurs 6, 8, 9 et 12). / Non-conformité 3 : Les secteurs de l'établissement n° 6, 8, 9 et 12 ne sont pas équipés de trappes de désenfumage. / Ce constat a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/02/2022 article 1er (délai : 12 mois). L'exploitant déclare que les travaux de mise en place de dispositifs de désenfumage en ce qui concerne les secteurs n° 6, 8, 9 et 12 n'ont pas débuté. Il présente néanmoins la commande signée relative à l'installation de ces dispositifs pour les secteurs n° 6 et 9 et déclare que la réalisation des travaux est planifiée en septembre 2022. Pour ce qui est des secteurs n° 8 et 12, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une telle commande. Il déclare que la consultation des entreprises est actuellement en cours et que l'installation des dispositifs de désenfumage dans ces secteurs est prévue en 2023. Visite de l'installation : - absence de dispositif désenfumage dans les secteurs n° 6, 8, 9 et 12, présence de trappes de désenfumage dans les autres secteurs ; - réalisation d'un essai du dispositif de désenfumage du secteur n° 5 : concluant (après activation depuis la commande située à proximité d'un accès donnant sur l'extérieur, la totalité des trappes de désenfumage du secteur s'ouvre correctement). Remarque 3 du 29/04/2021 : En complément de la mise en place de trappes de désenfumage, il convient que l'exploitant fasse réaliser une étude pour la mise en place de cantonnements sous toiture permettant de limiter la propagation des fumées en cas d'incendie. L'exploitant déclare qu'il a demandé une estimation du coût de réalisation d'une étude pour la mise en place de cantonnements sous toiture à l'occasion de la consultation des entreprises précitée. Cette estimation ne lui a pas encore été remise. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : NC1* NC2 VI 29042021 - Protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. |
| Constats : L'exploitant ne respecte pas les fréquences de contrôle de ses installations de protection contre la foudre par un organisme compétent. |
| Observations : Constat du 29/04/2021: En dépit de la non-conformité constatée lors de la précédente inspection et de la vérification complète réalisée consécutivement le 10 septembre 2018, aucun autre contrôle n'a été réalisée depuis, ni les vérifications visuelles annuelles, ni la vérification complète attendue en 2020. / Non-conformité 1 : L'exploitant ne respecte pas les fréquences de contrôle des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent. Constat du 29/04/2021: L'examen du rapport de la vérification complète effectuée le 10 septembre 2018 a révélé 7 nouvelles non-conformités. Ces dernières n'ont pas fait l'objet d'actions correctives. / Non-conformité 2 : L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités constatées lors de la vérification complète des installations de protection contre la foudre effectuée le 10 septembre 2018. L'exploitant a transmis, le 25/11/2021, le rapport de la vérification complète de ses dispositifs de protection contre la foudre réalisée le 06/05/2021 par une entreprise agréée qualifoudre. Ce rapport fait état de 7 non-conformités. L'exploitant présente l'attestation, établie le 18/01/2022 par cette même entreprise, relative à la réalisation des travaux de remise en conformité correspondants. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de la vérification visuelle de ses dispositifs de protection contre la foudre alors que la vérification complète a été réalisée il y a plus d'un an. Il déclare que cette visite est prévue en septembre 2022 sans présenter de document à l'appui de cette affirmation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : NC4 VI 29042021 - Vérification des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000. |
| Constats : Les installations électriques de l'exploitant ne sont pas entretenues en bon état. |
| Observations : Constat du 29/04/2021 : Un des 4 certificats Q18 issus de la dernière vérification des installations électriques réalisée par la société DEKRA le 23 décembre 2020 conclut à la présence d'un risque d'incendie et d'explosion sans que les anomalies qui en sont à l'origine aient fait l'objet d'actions correctives. / Non-conformité 4 : Les équipements électriques de l'installation haute tension génèrent, de par leur état, un risque d'incendie et d'explosion. L'exploitant a transmis, le 25/11/2021, le rapport en date du 12/11/2021 relatif à la vérification périodique de son installation électrique haute tension réalisé par une société agréée. Aucune observation dans ce rapport. L'attestation Q18 afférente précise que cette installation haute tension ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Examen des rapports des vérifications des autres installations électriques de l'établissement réalisées du 12 au 23/11/2021 par la même société : - bâtiment de production : 87 défauts sont relevés ; - chaufferie et cuisine : 36 défauts sont relevés ; - BT/TGBT : 6 défauts sont relevés. Parmi les déficiences relevées, 62 sont indiquées comme étant dangereuses pour les personnes ou pour les installations et 67 sont des défauts d'identification ou d'ordre documentaire. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter son plan d'action relatif à la résorption de ces défauts. Néanmoins, les attestations Q18 accompagnant les rapports précités indiquent que ces installations ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : D1 VI 29042021 - Ressource en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de étude des dangers. Il devra disposer en particulier d'une réserve incendie de 1020 m ³ d'eau (moins les volumes d'eau débités simultanément par les trois poteaux d'incendie existants pendant 2 heures). |
| Constats : L'exploitant ne dispose pas de ressources en eau d'extinction en quantité suffisante. |
| Observations : Constat du 29/04/2021 : La société TI GROUP AUTOMOTIVE doit disposer d'une réserve incendie de 1020 m ³ diminuée des volumes d'eau potentiellement débités simultanément pendant 2 heures par les trois poteaux d'incendie existants (2 sur le site, 1 à l'extérieur). Il a été constaté que l'établissement dispose d'une réserve d'eau pour l'extinction d'un incendie de 550 m ³ . / Demande 1 : L'exploitant doit justifier du débit simultané pendant 2 heures des trois poteaux incendie contribuant à constituer le volume d'eau de 1020 m ³ attendu pour l'intervention en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué le 25/11/2021, que « les trois poteaux incendie implantés sur le site ont un débit de 40 à 60 m ³ /h, ce qui a été identifié insuffisant. Les bornes incendie sur le réseau public à proximité immédiate, avec un débit d'environ 160 m ³ /h et surtout la réserve de 550 m ³ que nous avons fait réceptionner par le SDIS sur notre site permettent de constituer le volume attendu. ». L'exploitant présente le courriel de la mairie de Nazelles-Négron indiquant que deux poteaux d'incendie situés à proximité du site ont un débit de 160 m ³ /h sous 1 bar. Toutefois, ce courriel fait référence à des essais réalisés en 2013 et l'exploitant ne dispose pas de données plus récentes. Par ailleurs, le volume d'eau prescrit ne prend pas en compte l'apport des poteaux d'incendie communaux mais uniquement les ressources en eau dont l'exploitant dispose sur son site. Enfin, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de la vérification de ses poteaux incendie concernant l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : R1 R2 VI 29042021 - Isolement du réseau de collecte

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2015, article 2.11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : Des dispositifs permett[ent] [...] [de] maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. |
| Constats : L'exploitant doit évaluer le volume d'eau d'extinction d'un sinistre qu'il est et mesure de maintenir sur son site (calcul D9A et volume pouvant effectivement être retenu). |
| Observations : Constat du 29/04/2021 : Au regard de la réserve incendie de 1020 m ³ (tout dispositif confondu) exigée ci-dessus, la capacité de confinement de 380 m ³ en place ne semble pas suffisante. / Remarque 1 : L'exploitant n'est pas en capacité de confiner les eaux d'extinction d'incendie des différents secteurs de l'établissement et doit étudier, techniquement et économiquement, les actions à engager pour ce faire. / Remarque 2 : L'exploitant doit justifier que le dimensionnement de la capacité de confinement du site de 380 m ³ permettrait, étude en référence au document technique D9A du guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction d'un incendie à l'appui, de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie dans le cas du scénario le plus défavorable issu de l'étude de dangers. L'exploitant présente une étude réalisée en 2015 précisant que le volume d'eau d'extinction d'un sinistre à retenir en ce qui concerne son installation de traitement de surfaces s'élève à 357 m ³ . Visite de l'installation : présence d'un bassin de 380 m ³ doté d'une membrane d'étanchéité. Le volume disponible est cohérent avec celui à conserver pour confiner les eaux d'extinction d'un sinistre. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas d'un dispositif permettant de maintenir sur son site les eaux d'extinction d'un sinistre survenant sur son installation de travail mécanique des métaux. Il doit déterminer le volume représenté par ces eaux au regard de ses capacités effectives de rétention. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Régulation thermique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de l'inspection précédente |
| Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...] |
| Constats : L'exploitant ne contrôle pas régulièrement, ni systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité, ses dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide dans ses cuves chauffées et d'asservir l'arrêt du chauffage. |
| Observations : L'exploitant déclare que ses cuves chauffées sont équipées de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter les rapports de contrôle de ces dispositifs. Il déclare par ailleurs que ces vérifications ne sont pas réalisées selon une fréquence régulière ni systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. Par sondage, examen du bain de lavage de la chaîne dénommée COEX1 : <ul style="list-style-type: none">- ce bain est chauffé ;- présence d'un capteur de niveau de liquide ;- réalisation d'un essai : l'exploitant soulève le capteur précité de manière à ce qu'il ne détecte plus de liquide. Cette opération entraîne l'arrêt de la chaîne de traitement et l'apparition d'une alarme. L'exploitant procède à l'ouverture d'une alarme électrique afin de démontrer que la diode présente sur le dispositif alimentant le chauffage du bain ne clignote pas, ce qui signifie qu'il est arrêté. L'essai est concluant, toutefois l'inspection précise qu'il serait opportun que l'information concernant l'état du dispositif de chauffe (en marche ou à l'arrêt) soit plus aisément accessible (sans nécessité d'ouvrir l'armoire électrique). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Connaissance des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Entreposage et rétention des liquides |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux. |
| Constats : Les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent. |
| Observations : L'exploitant présente le registre des substances ou mélanges dangereux qu'il détient, sa dernière mise à jour est intervenue le 22/06/2022. Ce registre précise la nature et la quantité de ces produits présents dans l'établissement. L'exploitant présente par ailleurs le fichier dans lequel il répertorie notamment les phrases de danger associés aux produits précités. Il déclare ne plus détenir de trioxyde de chrome ni de chrome hexavalent, et ne pas détenir de produit cyanuré (les fiches de données de sécurité (FDS) examinées ne remettent pas en cause cette affirmation). L'examen des fichiers précités démontre que : - les substances ou mélanges dangereux présents sur le site ne sont pas associés à une mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372, hormis l'acide nitrique concentré à 70 % ; - l'exploitant détient de l'acide nitrique concentré à 10 % (toxicité de catégorie 4, non classé dans les rubriques 41XX de la nomenclature ICPE) ; - l'exploitant détient une très faible quantité (de l'ordre de quelques litres) d'acide nitrique concentré à 70 % associé à une mention de danger H331. Par sondage, l'exploitant présente les FDS associées à l'acide nitrique à 70%, à l'acide nitrique à 10%, à l'acide sulfurique à 96% et à la Bonderite 1455-10. Ces documents n'appellent pas de remarque. Visite de l'installation : - l'acide sulfurique concentré est stocké dans une case extérieure couverte, dans un conteneur clos portant le nom du produit contenu et symboles de danger associés, ce qui ne contrevient pas aux dispositions prévues dans la FDS associée ; - les cuves de la chaîne de traitement GALVA3 portent le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent ; - les cuves des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 ne portent pas le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Capacité de rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides |
| Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...] |
| Constats : L'exploitant doit justifier que les capacités de rétention associées à ses chaînes de traitement et à son stockage de produits dangereux sont suffisantes. |
| Observations : Visite du stockage d'acide sulfurique concentré : <ul style="list-style-type: none">- présence d'un conteneur de 1 000 l de ce produit ;- le conteneur est entreposé dans une case béton ;- un caniveau situé à l'arrière de la case béton récupère les éventuelles fuites. L'exploitant déclare que les égouttures ainsi collectées sont dirigées vers une rétention déportée située dans la station de détoxification ;- la rétention précitée n'est pas observable. L'exploitant doit confirmer que son volume est adapté au regard de la quantité maximale de produit à laquelle elle est associée. Visite de la chaîne de traitement GALVA3 : <ul style="list-style-type: none">- présence d'un caniveau assurant la récupération des éventuelles fuites des cuves de traitement ;- l'exploitant déclare que les fuites collectées sont dirigées vers le bassin de rétention du site (volume : 380 m³). Il doit toutefois démontrer que le volume de ce bassin dédié à la rétention de la chaîne GALVA3 est suffisant (volume total réduit du volume de rétention des eaux d'extinction d'un sinistre et du volume d'eau météorique à prendre en compte). Visite des chaînes de traitement COEX1 et COEX2 : les cuves du traitement sont toutes associées à une capacité de rétention. La cohérence entre le volume des cuves et le volume de rétention n'est pas vérifiée lors de la présente inspection (volume des cuves non indiqué sur ces dernières). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides |
| Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. [...] |
| Constats : L'exploitant associe des produits incompatibles à la même capacité de rétention. Par ailleurs, il doit démontrer que ses capacités de rétention d'un volume supérieur à 1 000 litres sont dotées d'un déclencheur d'alarme en point bas et qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits contenus dans les cuves de la chaîne de traitement GALVA3. |
| Observations : Visite de la chaîne de traitement GALVA3 : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des cuves de traitement de cette chaîne est associé à une capacité de rétention unique déportée de 380 m³, les éventuelles fuites sont recueillies dans un caniveau en béton relié à cette dernière ;- présence de cuves contenant des produits acides et des produits basiques. Elles sont associées à la même capacité de rétention. L'exploitant doit démontrer qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits contenus dans les différentes cuves de cette chaîne de traitement ;- l'exploitant déclare que la rétention est dotée d'un déclencheur d'alarme en point bas mais n'est pas en mesure de le présenter. Visite du stockage de produits dangereux : <ul style="list-style-type: none">- présence d'acide sulfurique à 96 % et de soude à 30 % dans deux cases béton différentes ;- l'exploitant déclare que son stockage de produits dangereux est associé à une capacité de rétention déportée commune. Des produits incompatibles y sont donc associés (acide fort et base) ;- la rétention déportée étant située sous la station de détoxification, elle n'a pas pu être visitée. Au vu du volume de produits dangereux stocké, sa capacité se doit d'être supérieure à 1 000 l. L'exploitant doit démontrer qu'elle est dotée d'un déclencheur d'alarme en point bas. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-e) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. |
| Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'une vérification de ses RIA et de ses poteaux d'incendie a été réalisée en 2021. |
| Observations : Examen des rapports de contrôle suivants : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs : vérification par un organisme extérieur réalisée le 17/12/2021, aucune observation signalée ;- RIA et poteaux d'incendie : l'exploitant dispose du rapport de la vérification réalisée en 2020. Il déclare qu'une vérification a été réalisée en 2021, toutefois il n'est pas en mesure de présenter le rapport associé à cette dernière et sa date de réalisation n'est pas consignée dans un registre ;- désenfumage : vérification par un organisme extérieur réalisée le 20/10/2021, aucune observation signalée ;- détection incendie et gaz : vérification par un organisme extérieur réalisée le 17/12/2021, suite à ce rapport la centrale du système de sécurité incendie du site a été remplacée le 12/05/2022 (l'exploitant présente rapport d'intervention correspondant), aucune autre observation signalée. Cette vérification a été réalisée il y a plus de six mois, il déclare que la prochaine vérification est planifiée le 04/08/2022. L'inspection indique à l'exploitant qu'il doit veiller au respect de la périodicité semestrielle associée à la vérification de ces équipements ;- système d'extinction automatique : ce système était associé à une ligne de peinture qui a été supprimée, ce dernier a donc également été démantelé. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |